

Droit des étrangers

OBJECTIFS

- Connaître les conditions d'entrée sur le territoire
- Maîtriser les connaissances relatives au titre de séjour
- Connaître les nouvelles conditions du regroupement familial
- Connaître les modifications en matière de protection sociale des étrangers et de nationalité

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- Apports théoriques sur chaque thème abordé
- Étude des cas pratiques soumis par les participants : explication de la situation d'espèce et des perspectives juridiques envisageables
- Commentaire de la jurisprudence
- Confrontation des cas pratiques administratifs (préfectures, mairies, CF, CPAM, hôpitaux...)

PUBLIC

- Travailleurs sociaux
- Personnel des services sociaux
- Cadres et gestionnaires des services sociaux
- Toute personne travaillant au contact des populations migrantes

DATES :
21-22-23 JUIN 2010

DURÉE : 3 jours

TARIF : 1 320 euros HT

PROGRAMME

L'évolution du droit des étrangers depuis 1945 jusqu'en 1998

Les sources du droit des étrangers

Les conditions d'entrée : l'exigence du visa, les modes d'attribution du visa

L'attestation d'accueil et le pouvoir de la commune

Le refus d'entrée

L'exigence de titre de séjour et le statut des européens

Les différents titres

- Carte de séjour temporaire vie privée et familiale
- Carte de résident
- Cartes sous conditions spécifiques (*étudiant, salarié, commerçant, visiteur, scientifique, professions artistique et culturelle, retraité*)

Renouvellement et perte de la carte de séjour

La carte de séjour temporaire : conditions d'attribution et de régularisation

Le passage de la carte de séjour temporaire à la carte de résident

La condition d'intégration

L'asile politique et les réformes de 2003 et 2006

L'éloignement

- Les conséquences d'un séjour irrégulier (arrêté préfectoral de reconduite à la frontière, rétention administrative)
- La conséquence d'une atteinte à l'ordre public (expulsion et interdiction du territoire) : la réforme de la double peine

La protection sociale et la régularité du séjour des étrangers

Les droits sociaux et fondamentaux non soumis à la condition de la régularité du séjour

La réforme de l'aide médicale d'État

Les conditions d'attribution de la nationalité française

- En raison de la filiation
- En raison de la naissance en France

Les conditions d'acquisition de la nationalité française

- La déclaration de nationalité et le mariage
- Naturalisation et réintégration